

ENTREVUE

JE VOTE POUR LA SCIENCE

Avec Isabelle Burgun, journaliste à l'Agence Science-Pressé et animatrice de l'émission radio *Je vote pour la science*
Propos recueillis par Yannick Delbecque ◀

Je vote pour la science est une émission de radio hebdomadaire diffusée sur les ondes de Radio Ville-Marie. Elle est issue d'une coalition du même nom et diffuse des idées sur les rapports entre mondes scientifique et politique.

À bâbord! : La coalition *Je vote pour la science* est née en 2008 avec une pétition appelant les partis politiques fédéraux et provinciaux à participer à des débats sur la science lors des élections. Comment a évolué l'initiative depuis ses débuts?

Isabelle Burgun : Cette pétition était une initiative de l'Agence Science-Pressé, inspirée de Science Debate, une action similaire aux États-Unis. Elle a rapidement mené à la formation d'une coalition de différentes organisations importantes comme l'Association francophone pour le savoir (ACFAS). Les revendications de la coalition s'articulaient en trois axes principaux: l'importance de politiques publiques appuyées sur la science et sur des données scientifiques, la nécessité de créer et de maintenir un dialogue entre mondes scientifique et politique et enfin la nécessité pour les scientifiques de faire entendre leurs voix dans les débats publics. Ces trois axes sont restés au cœur de la mission de *Je vote pour la science*.

L'initiative a permis la tenue de débats politiques sur la science dans différentes universités. Lors des élections fédérales de 2011 et des élections provinciales de 2012, nous avons envoyé un questionnaire aux principaux partis, qui ont ensuite participé à des débats publics. Les questions portaient sur des enjeux qui sont toujours d'actualité: le vieillissement de la population et son impact, les ressources naturelles et l'environnement, l'effritement des compétences et la perte d'expertise de l'État dus au recours à la sous-traitance, ou encore la montée d'une conception marchande des universités.

Je vote pour la science continue sa mission. Aux élections provinciales de 2018, nous avons organisé un débat au sujet de la santé avec deux infirmières qui se portaient candidates et nous avons couvert un débat intitulé «Le climat, l'État et nous» organisé par des scientifiques et portant sur les changements climatiques.

À B. : Peut-on aujourd'hui considérer que la science occupe davantage de place dans l'espace politique qu'aux débuts de *Je vote pour la science*?

I. B. : À nos débuts, nous abordions beaucoup la politique fédérale, un peu la politique provinciale, mais très peu de ce qui se passe au palier municipal. Je constate que les enjeux municipaux occupent maintenant beaucoup plus d'espace. Cela est notamment dû au fait qu'il y a davantage de regroupements citoyens qui veulent

faire entendre leur voix concernant l'environnement et la pollution. Leur visibilité médiatique grandissant, les gouvernements ne peuvent plus rester sourds à leurs critiques.

Je vote pour la science s'est rapproché des citoyen-ne-s et de leurs préoccupations, donc de ces mouvements qui agissent souvent au palier municipal. On parle par exemple d'agriculture urbaine, de pollution sonore, des conséquences de la présence de plomb dans l'eau, de la pollution de l'air à Montréal-Est. On essaie, à tous les niveaux politiques, d'être un relais pour la science et un lieu de discussion de ces enjeux en invitant intervenants politiques et scientifiques.

La question de la désinformation est elle aussi devenue plus présente dans les dernières années. Nous avons fait quelques émissions traitant de la présence des fausses nouvelles, même de celles issues du monde scientifique, car il faut aussi se méfier de certains scientifiques qui prennent des positions basées davantage sur leur opinion que sur des faits. Si on n'a pas l'expertise sur un sujet donné, parfois il vaut mieux s'abstenir, plutôt que de risquer de faire de la désinformation.

À B. : Quels obstacles rendent difficiles ce lien entre les mondes scientifique et politique?

I. B. : Le temps et la volonté sont les principaux obstacles. Du côté du monde politique, le fait d'avoir trois paliers de gouvernements complique le fonctionnement et, par ricochet, la création de ce lien entre science et politique. De plus, les politicien-ne-s ne veulent pas toujours participer aux discussions organisées par *Je vote pour la science*, surtout si un sujet est délicat.

Les scientifiques ont aussi peur de s'exprimer. Celles et ceux qu'on invite refusent parfois de participer, pour différents motifs. Par exemple, si on aborde la question des choix politiques en matière de financement de la recherche, les scientifiques sont généralement beaucoup moins enclins à prendre la parole. On peut penser que c'est parce s'exprimer publiquement ressemblerait trop à une forme de reddition de compte, d'évaluation publique des travaux de recherche réalisés. On peut aussi avoir peur de perdre une subvention publique ou de subir des répercussions sur sa réputation. Enfin, comme le temps consacré à la vulgarisation n'est pas forcément reconnu ou rémunéré, on ne juge pas nécessairement prioritaire de mettre son expertise scientifique